



HAL
open science

**“ Introduction. Les pratiques de l’ancrage politique :
formes et mutations ”**

Jean-Louis Briquet, Laurent Godmer

► **To cite this version:**

Jean-Louis Briquet, Laurent Godmer. “ Introduction. Les pratiques de l’ancrage politique : formes et mutations ”. Jean-Louis Briquet, Laurent Godmer. *L’ Ancrage politique*, Presses du Septentrion, p. 9-23, 2022, 2757436813. hal-04324847

HAL Id: hal-04324847

<https://hal.science/hal-04324847>

Submitted on 5 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction. Les pratiques de l’ancrage politique : formes et mutations

Jean-Louis Briquet

Laurent Godmer

Peut-il y avoir de la politique sans ancrage territorial, c’est-à-dire sans présence et activités politiques longues et continues dans un espace restreint et sans l’établissement et l’entretien de liens durables entre les acteurs politiques, les groupes sociaux locaux, les espaces localisés où s’organisent la vie sociale et les intérêts collectifs ? Les exemples très médiatisés de la trajectoire de Silvio Berlusconi, comme celle des présidents Donald J. Trump, Emmanuel Macron ou Jair Bolsonaro, pourraient le faire accroire, même si les contre-exemples sont davantage nombreux. L’existence d’acteurs politiques « sans ancrage » interroge la territorialisation de la politique et indique l’importance de la « politique sans territoire » selon l’expression forgée par le politiste italien Ilvo Diamanti (2003) à propos de l’affaiblissement des ancrages territoriaux dans l’organisation des partis, la formation des identités politiques et la détermination des choix électoraux.

Pour ne développer qu’un exemple, « l’entreprise Macron » (Dolez, Fretel & Lefebvre, 2019) s’est constituée et imposée avec succès, lors des élections présidentielle et législatives de 2017, sans l’appui d’un appareil partisan implanté localement, sans base militante solide ni réseaux structurés d’élus locaux¹. Plus de la moitié des députés macronistes n’ont jamais exercé de mandat politique local ou national et ceux qui l’ont fait ont une expérience électorale relativement courte (Bolaert, Michon & Ollion 2018) ; leur engagement dans des associations ou des syndicats est limité (Damgé 2017). Le contraste est notable entre des parlementaires majoritairement néophytes, sans expérience solide et durable de la « politique de terrain », et plusieurs de leurs collègues d’autres partis, aux fortes ressources personnelles liées à leur ancrage territorial ancien, enracinés dans les sociétés politiques locales (Rouban, 2017, p. 9). Certains de ces néophytes revendiquent leur spécificité en en faisant, dans le prolongement du projet macroniste de renouvellement de la politique, le gage d’une rupture salutaire d’avec la « vieille » politique des services rendus. En affirmant refuser d’être des « députés assistants sociales » et des « distributeurs de logements sociaux et d’emplois » (Rescan 2017), ils font

¹Evans (2018, p. 101) souligne « le manque de réseaux locaux significatifs » au sein de LREM (p. 101). Rémi Lefebvre (2018) qualifie La France insoumise et LREM d’« entreprises partisanes déterritorialisées ».

valoir une conception du travail parlementaire davantage nationale, experte et doctrinale, tout en disqualifiant les pratiques supposées de leurs adversaires taxées d'électoralisme et de clientélisme.

Mais la faiblesse de son ancrage territorial est rapidement apparue comme un handicap au sein de La République en Marche (LREM), un obstacle à son installation durable dans le paysage politique national. Ses responsables, à l'instar de nombreux commentateurs, ont fait le constat de l'insuffisance de la « présence sur le terrain » (Beaumont & Théveniaud 2017). La perspective des élections municipales de 2020 a suscité des initiatives visant à consolider les bases territoriales du mouvement. En novembre 2018, son nouveau délégué général, Stanislas Guerini, présentait le « renforcement de son ancrage local » comme « le premier enjeu » auquel était confrontée LREM, un moyen indispensable pour représenter la « réalité des territoires » (*Le Monde* 2018). Des préconisations souvent très directives ont été émises par la direction nationale, qui a par exemple élaboré et mis à la disposition de ses membres un « plan d'action », ainsi que des recommandations pratiques pour l'organisation d'« ateliers citoyens » consacrés à « l'ancrage local » (Jardinaud 2018). Des « projets citoyens » ont été promus par la direction, consistant en des initiatives de soutien aux populations et destinés à « démontrer par l'action que l'on peut changer la vie au niveau local et ancrer durablement le Mouvement dans les territoires »². Les élections municipales du 15 mars et du 28 juin 2020 ont montré les limites de ces initiatives visant à construire un ancrage politique. L'écart est flagrant avec les formations implantées, qui confirment leur assise territoriale, et le parti au pouvoir qui ne s'impose que dans quelques rares villes grandes et moyennes et qui dans de nombreux cas a été contraint de soutenir des élus sortants d'autres formations³. L'absence d'ancrage est un des facteurs décisifs de cet échec ; c'est en tout cas un jugement avancé par la majorité des commentateurs et par de nombreux « marcheurs » eux-mêmes, qui soulignent les difficultés à transformer l'entreprise électorale en un mouvement durable et organisé, disposant d'une base militante active, appuyé par des élus implantés localement et susceptibles de mettre à la disposition de l'appareil partisan les ressources que leur offrent leurs liens avec des entités politiques permettant un contrôle d'un espace délimité et leur participation au pouvoir local.

Ces déconvenues ont illustré en creux le fait que ce n'est pas parce qu'il y a censément une tendance à la déterritorialisation qu'il y a déracinement de la politique. Il y a plutôt tension entre territorialisation forte ou faible de l'action politique, et coexistence de pratiques d'ancrage différenciées, en fonction du type d'espace et selon les périodes. Par exemple, « la notabilité demeure un des fondements du

2« La charte des Projets citoyens », en-marche.fr/projets-citoyens (12 juin 2019).

3261 des 454 communes de plus de 20 000 habitants sont dirigées par des maires issus de la droite parlementaire, 149 par des édiles de gauche et 21 par des LREM. Pour les 42 villes de plus de 100 000 habitants les chiffres sont respectivement de 15, 16 et 2 maires, ainsi que 7 pour les écologistes (*Le Figaro*, 30 juin 2020).

pouvoir politique rural » (Nicolas, Vignon & Laferté 2019, p. 10) et cette détention de ressources locales a en retour des effets sur l'activité politique. La politique est aussi donc ancrage, c'est-à-dire qu'elle est sur le plan pratique affaire d'intégration dans des réseaux sociaux localisés et dans maints contextes : le poids de l'enracinement local (processus d'accumulation de ressources locales) comme vecteur d'un « capital d'autochtonie conférant une puissance (d'accès à des positions, à des titres de reconnaissance, etc.) » demeure majeur (Renahy 2010 ; Retière 2003, 139). Des pratiques relevant ainsi du « localisme », axées sur des sociabilités formelles et informelles peuvent donc être un des « fondements de ce qu'on appelle une implantation politique » (Briquet & Sawicki 1989, p. 10 et p. 11), soit une entreprise personnelle de construction d'une notoriété et d'une puissance politique localisées. Enfin, le cumul des mandats et des fonctions en France a favorisé l'enchevêtrement entre les espaces politiques et la valeur politique des ressources locales, les processus de décentralisation ayant généralement valorisé en Europe les positions territoriales. En facilitant l'accès à des ressources à la fois matérielles et symboliques importantes de la part des élus locaux, ils ont contribué à renforcer la dichotomie entre des fonctions parlementaires prestigieuses mais pourvoyeuses de ressources directes limitées et des mandats territoriaux davantage en prise avec le pilotage des politiques publiques.

La question de l'ancrage politique apparaît ainsi ambivalente. Elle témoigne des tendances contradictoires qui affectent les activités politiques dans de nombreuses démocraties contemporaines, entre d'un côté l'affranchissement des contraintes et de la chronophagie inhérente à une activité territorialement restreinte et, de l'autre, la permanence du poids des enracinements locaux. Une telle ambivalence se manifeste dans plusieurs débats de la science politique. L'écart entre les performances électorales élevées de certains mouvements politiques et la faiblesse de leur implantation territoriale⁴ – qu'il s'agisse de leurs soutiens militants, de leurs ramifications organisationnelles ou des liens formels et informels avec les milieux sociaux en mesure de les relayer dans les territoires – indique que les comportements électoraux peuvent être au moins partiellement dissociés des dispositifs localisés de mobilisation et d'intéressement au vote et, au-delà, que ces comportements obéissent en partie à des logiques déterritorialisées (nationalisation du vote et alignement des marchés électoraux localisés sur les enjeux et les thématiques du champ politique central⁵, dispositifs nationaux de communication et de propagande des partis, focalisation de la compétition politique sur des personnalités nationales). L'influence des expériences sociales ordinaires dans les parcours de politisation n'en reste pas moins déterminante, comme l'a notamment souligné l'approche contextuelle du vote attentive aux

4Un tel écart est particulièrement notable dans le cas du Front national en France (Letourneur 2020) ainsi que dans celui de partis émergents comme LREM (Lefebvre 2020a) ou, dans un autre contexte, le mouvement créé en Italie par Silvio Berlusconi en 1994, *Forza Italia* (Briquet 1999 ; Diamanti 2003).

5L'hypothèse de nationalisation du vote a été notamment formulée par Gaxie & Lehingue (1984).

« environnements dans lesquels les citoyens évoluent au quotidien », aux « espaces d'interactions » où se constituent les incitations à la participation électorale et aux groupes de référence (professionnels, résidentiels, familiaux et amicaux, de loisir et de sociabilité) à l'intérieur desquels se forment et se renforcent les identités et les dispositions politiques (Braconnier 2010 ; Collet, Gilbert & Girard 2012).

L'ambivalence de l'ancrage s'observe aussi dans les partis politiques : le constat de leur « désencastrement » social et territorial en raison du tarissement des engagements militants et du déclin des structures assurant les liens avec les sociétés locales (associations, syndicats, milieux sociaux et professionnels locaux) peut aller de pair avec celui d'une préservation des logiques de l'ancrage partisan, désormais aux mains d'élus professionnalisés utilisant les ressources institutionnelles à leur disposition (orientation des politiques publiques, rétribution des groupes de soutien et des militants, contrôle de l'appareil partisan) pour consolider leur implantation personnelle (Lefebvre 2020b). Comme le note Frédéric Sawicki (2018), la proposition vaut également pour les « nouvelles entreprises politiques » qui se sont affirmées en opposition aux partis anciennement établis : leur institutionnalisation comme protagonistes stabilisés du jeu politique s'accompagne de la constitution de relais sur les territoires, sous la forme de noyaux militants actifs et impliqués dans la vie du parti et de réseaux stabilisés d'élus engagés dans l'action publique, l'animation de la vie partisane ou l'entretien des liens avec les milieux sociaux locaux. Le cas de ces « nouveaux partis » invite également à nuancer l'hypothèse d'un affaiblissement durable des relations entre des organisations politiques et les contextes sociaux où elles agissent. Plusieurs d'entre eux sont en effet issus de mouvements de contestation de différents types (luttres environnementalistes, mobilisations contre les politiques d'austérité, combats anti-globalisation) qui leur ont apporté, outre leur savoir-faire organisationnel et certains de leurs répertoires programmatiques, une base militante solide provenant des réseaux d'implication active dans la vie sociale locale suscités par ces mouvements (Della Porta, Fernandez, Kouki & Mosca 2017).

Enfin, l'ambivalence de l'ancrage s'observe enfin à propos de l'analyse du métier politique et, dans son prolongement, concernant celle du « leadership territorial », c'est-à-dire le gouvernement individuel durable d'un espace limité. Les évolutions du gouvernement local peuvent s'articuler à des logiques d'autonomisation des marchés politiques territoriaux, avec une désunification des marchés politiques assise sur une déconnexion entre local et national. Les transformations de l'action publique conduisent à un renouvellement des ressources et des répertoires de légitimation dans les arènes du pouvoir local, qui donne une moindre place que par le passé aux liens avec les territoires. Dans les grandes villes notamment, la complexification et la fragmentation de la société urbaine associées à la mise en place de nouveaux dispositifs managériaux de la gouvernance depuis les années 1980 (gouvernement par projets, contractualisation, partenariats, etc.) (Borraz 2000 ; Gaudin 1999) ont dévalué les ressources que les élus tirent de leurs relations multiformes et des échanges de proximité

avec leurs administrés au profit de celles que leur apportent les liens coopératifs avec les cercles restreints d'acteurs décisionnels qu'ils peuvent mobiliser autour de projets collectifs (Pinson 2009). Ainsi, dans une certaine mesure, « les mécanismes traditionnels de construction et d'entretien des soutiens électoraux » à travers « la structuration des sociétés locales par les grands élus, les partis politiques et leurs organisations satellites, se sont largement essoufflés [...]. Les grands projets, la production d'une image de la ville et la communication politique ont remplacé la proximité, la présence, la distribution des services et des biens divisibles, la socialisation politique, les réseaux partisans, syndicaux, associatifs » (Pinson 2020, p. 452). De telles tendances sont cependant loin d'être univoques ni exclusives. La gestion, l'animation et la mise en scène des relations avec leurs territoires d'élection demeurent un aspect déterminant de l'activité et de la légitimité des professionnels de la politique (Le Bart & Lefebvre 2005), qu'ils soient élus locaux ou parlementaires (Costa & Kerrouche 2017 ; Le Lidec 2008), et un impératif de rôle s'impose très largement à eux dans leurs activités quotidiennes (Briquet 1994 ; Le Bart 2003). Du reste, la participation à l'action publique peut contribuer à renforcer l'assise électorale des élus et de leurs équipes en leur octroyant des ressources utiles pour rétribuer et stabiliser leurs réseaux de soutien dans l'espace local (associations, groupes d'intérêt, cercles militants, etc.) (Genieys 2002 ; Négrier 2001), faire valoir leur fonction de courtier auprès des populations (Douillet & Robert 2007 ; Nay 2003) ou mobiliser en leur faveur des segments influents de ces populations (milieux économiques, secteurs culturels, etc.) autour de projets d'aménagement urbain ou de développement (Prat 2008). L'entretien de la croyance en un ancrage comme capacité territorialisée d'agir est ainsi assise sur des pratiques du lien avec le territoire qui sont au cœur du métier politique quotidien (Lagroye 1973 ; Abèlès 1989 ; Fenno 2007 ; Godmer & Marrel 2015). Même dans un monde technicisé où émerge la figure du « technotable » (Gaudin 2007), à la fois élu de dossier et agent notabilisé, la territorialisation qui marque historiquement l'activité politique (Dubasque & Kocher-Marboeuf 2014) se maintient. La construction de la loyauté politique et les pratiques ordinaires du métier politique sont axées sur une mobilisation territorialisée des ressources visant à assurer et à légitimer le contrôle politique d'un territoire. L'emprise d'un entrepreneur politique sur un espace passe donc par des formes d'encadrement et de fidélisation des électeurs censées apporter une prime d'ancrage, la « prime au sortant ». Le « travail électoral d'ancrage » (Godmer 2021, p. 7) apparaît comme la condition de possibilité d'un charisme localisé, même si les pratiques de l'ancrage sont au cœur des dimensions officieuses de la politique, de ce qui relève du « sale boulot » (*dirty work*) (Hughes 1962) inhérent à une partie de l'activité politique, en temps de campagne ou dans des temps « ordinaires ».

*

Malgré les ambivalences et les questionnements relatifs à la place et à l'influence des mécanismes de l'ancrage dans la mobilisation et l'orientation des électorats, le fonctionnement des partis politiques, les modes d'exercice du métier d'élu et les formes du leadership en tant qu'ensemble de pratiques de contrôle (des institutions, du parti, de l'espace), l'ancrage demeure ainsi une composante essentielle des activités politiques. Les différents chapitres qui composent cet ouvrage explorent chacun à leur manière cette dimension du politique. Ce livre est principalement issu de travaux menés à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, en particulier dans le cadre du colloque intitulé « Fiefs et ancrages politiques » (qui s'est tenu le 1^{er} et le 2 juin 2017) et du séminaire « Ancrages politiques et territoires », organisé à partir de 2018. Il s'interroge sur la dimension territoriale de l'agir politique dans le cadre de deux grandes parties. La première rassemble des contributions étudiant les formes individuelles d'incarnation de l'ancrage politique et la diversité des figures du leadership territorial et de la notabilité politique. La deuxième est consacrée aux instruments collectifs de l'ancrage politique : partis, machines politiques et réseaux d'intermédiaires. Les douze chapitres visent à formaliser théoriquement la compréhension des pratiques de l'ancrage politique et à percevoir leurs évolutions. Les auteurs y explorent deux grandes dimensions de l'ancrage politique : la centralité des organisations partisans dans l'entretien des ancrages, mais aussi les dynamiques de personnalisation de ces derniers, les différentes approches traduisant en filigrane l'existence de processus de fragilisation des ancrages. Les contributions croisent les regards sur les liens entre activité politique et espace ; elles illustrent la permanence de la personnalisation de la politique et des rapports d'échange entre représentants et représentés, quels que soient les contextes et le degré de renouvellement des entreprises politiques. Si les liens clientélares se transforment et si l'ancrage qu'ils entretiennent s'affaiblit, ils sont toujours au cœur du lien électoral, en particulier dans le cas des bastions où se voit la relation entre parti et personnification du pouvoir. En effet, l'ancrage territorial d'une organisation partisane et/ou d'un professionnel de la politique se traduit par des pratiques facilitant les soutiens militants, l'entretien d'allégeances, l'action locale du parti, et partant la construction de la légitimité politique et l'obtention de rétributions électorales. L'on peut distinguer entre le bastion et le fief, selon l'acception qu'a proposée de ces deux notions Emmanuel Négrier (2001) et qui fut souvent reprise depuis (AFSP 2008 ; Dubasque & Kocher-Marboeuf 2014, introduction) : le premier relève principalement de logiques « horizontales » (réseaux affinitaires locaux, échanges politiques personnalisés) et le second de logiques « verticales » (importance des ressources partisans idéologiques et matérielles, relations institutionnalisées avec des groupes collectifs catégoriels, etc.). Autrement dit, le bastion est un dispositif dans lequel la place relative du parti est primordiale, alors que la figure du fief repose en général davantage sur un entrepreneur politique individuel. Les contributions donnent à voir des entreprises politiques qui demeurent ainsi au centre des pratiques relatives à l'ancrage politique. Elles le sont notamment par le biais de cette figure idéal-typique du bastion. Emmanuel Bellanger (chapitre 8) décrypte dans ce livre l'évolution des soubassements

politiques d'un bastion sur une longue période, les facteurs de sa résistance et de sa fragilisation. Il étudie pour ce faire le bastion communiste par excellence qu'est Ivry-sur-Seine, dans la « banlieue rouge » de Paris, capitale du communisme municipal. Ce bastion repose sur un ancrage très fort de l'entreprise partisane, qui encadre la vie sociale, puis davantage sur des réseaux de sociabilité vecteurs d'autochtonie. L'ancrage se donne à voir à la fois comme une implantation sociale et électorale d'une organisation politique incarnée par des figures mayorales, mais aussi en retour comme un système de contrôle et d'encadrement des populations. Le monde des mairies communistes est un espace de ressourcement, de mobilisation, de légitimation et d'enracinement politique. Le service public communal peut ici donner forme à un modèle politique, source de fidélisation et de reconnaissance, au fondement d'un sentiment d'appartenance capitalisé politiquement. La place des entreprises partisans reste centrale dans les phénomènes d'ancrage parce qu'elles s'appuient sur des notabilités. En s'intéressant au cas d'un leader au service du Hezbollah à Nabatiyeh au Liban, Julie Chapis (chapitre 10) met au jour à la fois l'importance des notables pour l'enracinement d'une structure partisane, l'instrumentalisation de l'ancrage personnel d'un leader local en son fief et singulièrement son capital familial par une entreprise partisane, mais aussi partant la dépendance au parti de ce dernier. Ainsi le bastion repose-t-il sur un fief personnalisé, mais cette personnalisation de l'ancrage est mise au service de l'organisation partisane. Les figures locales détiennent des capitaux (politique, familial, professionnel) cadrant avec la politique nationale du parti.

Alfio Mastropaolo (chapitre 7) décrypte lui les modalités de l'implantation du parti communiste en Sicile après le fascisme : l'enracinement d'un parti, dans un territoire difficile, passe par des relations personnelles, des liens avec des groupes localement ancrés, comme les paysans et les mineurs. L'ancrage partisan électoralement solide en milieu rural atteste l'importance de l'ancrage territorial de ses dirigeants, ce qui permet en quelque sorte d'inventer ce parti dans l'île en question. Pour Antonio Vesco (chapitre 9), cette même île au siècle suivant donne un exemple des modalités de l'ancrage d'un parti régional qui y fut dominant une décennie durant. Il montre l'importance du territoire comme ressource pour une organisation politique, l'ancrage étant assis sur des pratiques localisées de service, des formes de clientélisation, un enracinement notabiliaire, le capital d'autochtonie apparaissant en retour crucial pour expliquer la carrière des agents et la réussite au moins provisoire d'une organisation régionale grâce à ses ancres. Ce parti implante sur le territoire des formes de leadership personnel, tendant alors à jouer le rôle de bâtisseurs du consensus et accomplissant, dans la pratique, certaines fonctions typiques du personnel politique. Ce modèle du bastion partisan, sous des multiples incarnations, est le paradigme de l'ancrage partisan, mais il s'avère néanmoins soumis à des mutations et friable. Rémi Lefebvre (chapitre 6) mène une réflexion sur les concepts de bastion et de fiefs à partir du cas de Lille qui l'illustre : les ressorts de la domination politique procèdent de logiques changeantes, le soubassement électoral se modifie. Les conditions de possibilité et de perpétuation

d'une entreprise politique territorialisée sont fondées sur le passage du bastion socialiste à celui du fief personnalisé de la maire. Cette mutation axée sur la professionnalisation compense l'affaiblissement des réseaux partisans, mais elle contribue aussi à accélérer ce dernier phénomène. Les ancrages partisans sont fondés sur des actions publiques, mais aussi sur des croyances et des représentations nourries par le parti et les liens avec la population locale. Les éléments de continuité entre bastion et fief sont visibles, les politiques publiques étant considérées comme des vecteurs du consentement politique plus centraux que le travail militant traditionnel.

La personnalisation de l'ancrage est visible dans l'analyse du cas de Nice proposée par Stéphane Cadiou (chapitre 2). Ce dernier montre, par le biais de l'étude d'une municipalité appartenant à la droite parlementaire, mais moins dépendante des organisations partisans, que l'ancrage y repose sur une vision entrepreneuriale axée également mais différemment sur des politiques publiques, l'action publique étant vectrice de ressources et de soutiens. Ces politiques conduisent à des formes de ralliement au maire, mais tout se passe comme si elles ne suffisaient pas à entretenir le contrôle du territoire et à en encadrer d'une certaine manière la population. Ce sont des politiques d'ancrage qui ne peuvent durablement construire la personnalisation du pouvoir localisé. L' élu ne peut se maintenir en effet que si son ancrage sociopolitique est également assis sur des réseaux solides dans les groupements socioprofessionnels. Étudiant une élue UMP d'un quartier populaire de la même ville, Laura Giraud (chapitre 3) montre également que l'ancrage est dans ce contexte, vu l'effritement des bastions et la friabilité d'une légitimité qui serait uniquement assise sur l'action publique, davantage un processus fragile mais pouvant durer car incarné par une entreprise politique individuelle. Dans ce cas, l'encadrement électoral qui signifie l'ancrage est lié a contrario à un investissement personnalisé coûteux participant de la construction d'une présence familière. La fabrication d'un lien d'ancrage est centrale dans le travail politique quotidien permettant la constitution d'une clientèle électorale. Les ancrages renvoient ainsi à un ensemble de pratiques, à un travail coûteux, à des pratiques plurielles. Celles-ci trouvent leur sens dans l'effectivité d'un capital réputationnel. En se penchant sur un cas limite, celui du gouvernement à distance de la Bretagne par l'ancien président de cette région devenu ministre, Christian Le Bart (chapitre 5) interroge les modalités de l'entretien de l'ancrage par la présence épisodique, et surtout ainsi par le maintien d'un leadership en partie effectué par les acteurs du champ médiatique, notamment ceux de la presse régionale. Là encore la présence médiatique qui est au cœur de l'ancrage révèle ce dernier comme une opération de plus en plus personnelle, où la dimension partisane est de plus en plus lointaine au profit d'une incarnation du territoire par le leader. Mais ce gouvernement *in absentia* montre ses limites : il repose sur des conditions complexes, comme la croyance, et dessine en creux la rareté de la réunion de ces conditions.

L'ancrage politique est ainsi fréquemment un ensemble d'opérations centrées sur des élus. Ce fut le cas avec un maire socialiste de Pau, ayant connu une longévité importante, dont la carrière et les modalités de l'ancrage territorial sont décryptées par Johanna Edelbloude (chapitre 1). Son ancrage s'appuie sur un éventail encore plus large de pratiques : des dispositifs de fidélisation entraînent une domestication de l'entourage et une vassalisation des opposants et concurrents. La personnalisation de l'ancrage va de pair avec la partisanisation, mais elle repose là aussi sur un contrôle et un encadrement exigeants. Par l'entremise d'une observation d'un autre leader local ayant mené une carrière politique exceptionnellement longue, dans le département de la Mayenne, Guillaume Letourneur (chapitre 4) précise les modalités de l'articulation entre un ancrage personnel et un ancrage partisan arrimé à des organisations centristes. L'ancrage local est assurément un ressort de la longévité, il s'auto-entretient, mais il conduit aussi à une relative marginalité dans le parti politique : le notable se professionnalise et s'affilie à des organisations nationales. Mais l'entreprise personnelle rend difficile la conversion des ressources d'ancrage en ressources nationales. Tout se passe comme si de surcroît les logiques de l'ancrage pouvaient aussi entrer en contradiction avec une des formes politiquement légitimes de carrière, la carrière partisane, pour laquelle l'ancrage est assurément nécessaire, mais non suffisant. La notabilité ancrée s'adapte aux formes contemporaines de la politique, mais l'ancrage peut aussi être une modalité stigmatisée de l'activité politique, notamment sur le plan médiatique, tant les entreprises politiques et les capitaux médiatiques s'avèrent déterminants dans les carrières centrales, alors même que les dispositifs d'ancrage sont très coûteux.

La lourdeur de ces dispositifs explique que les organisations partisans doivent s'appuyer sur des réseaux d'acteurs spécialisés dans l'intermédiation. Une enquête au Costa Rica a permis à Camille Floderer (chapitre 11) de mesurer l'importance des dirigeants de quartiers populaires, détenteurs de ressources d'ancrage. Ces ressources montrent que le lien territorial permet à ces acteurs de mener des carrières politiques, mais le leadership de ces courtiers est fragile hors de leur espace restreint de légitimation politique. Les partis reposent en partie sur ces instances de personnalisation de la politique sur le plan territorial. Gayatri Jai Singh Rathore (chapitre 12) a suivi la trajectoire et le travail d'autres courtiers à Jaipur, en Inde, et constate la diversité de leur trajectoire. Ces intermédiaires sont aussi d'une importance capitale pour le parti qui les emploie en raison de leur rôle d'informateurs pour celui-ci, ce même rôle étant fondé sur leur ancrage politique. L'ancrage est donc essentiel à la perpétuation de la domination partisane, mais le courtage met au cœur de l'implantation d'une organisation partisane le travail de médiation politique. Néanmoins, même si de par leur action ils contribuent à forger et entretenir l'ancrage d'un parti en particulier dans des contextes de clientélisation des rapports politiques, les rôles des courtiers sont rarement figés et durables dans le temps. Ils varient en fonction du contexte politique et institutionnel, les relations informelles de courtage étant donc

instables, compromettant souvent la légitimité du courtier, et contribuant, comme dans les autres configurations étudiées, à la perpétuation mais aussi à la fragilisation de l’ancrage politique.

Les travaux réunis dans cet ouvrage, par-delà la diversité de leurs objets et de leurs approches, s’attachent aux milieux politiques locaux et aux formes territorialisées des relations politiques, aux modes d’exercice concret du métier politique et aux relations que les hommes politiques, directement ou à travers des intermédiaires, nouent avec leurs électeurs comme avec leurs pairs, au poids des interactions contextualisées et personnalisées dans les activités politiques, la formation des identités et des loyautés partisans ou encore les choix électoraux. Par là, ils abordent la question plus générale de la politisation en s’attachant aux manières dont les expériences quotidiennes du monde social, les enjeux pratiques auxquels les individus sont confrontés, les liens usuels que ces derniers ont noués dans les espaces où ils agissent, leurs appartenances et leurs affinités, affectent leur rapport au politique et à ses acteurs. À travers la question de l’ancrage, c’est aussi aux réflexions sur les logiques ordinaires de la politisation – ou la politisation pratique – que ce livre souhaite contribuer.

Bibliographie

- ABÉLÈS Marc, 1989, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d’un département français*, Paris, Odile Jacob.
- AFSP (Association française de science politique), Groupe Local et politique, 2008, Journée d’étude « Municipales 2008 : quelles formes de politisation ? », IEP de Paris, 6 mars.
- BEAUMONT Olivier & THÉVENIAUD Pauline, 2017, « En Marche ! met déjà le cap sur les municipales », *Le Parisien-Aujourd’hui en France*, 17 octobre.
- BOLLAERT Julien, MICHON Sébastien & OLLION Étienne, 2018, « Des élites. Ouverture politique et fermeture sociale à l’Assemblée nationale en 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 68, n° 5, p. 777-802.
- BORRAZ Olivier, 2000, « Le gouvernement municipal en France. Un modèle d’intégration en recomposition », *Pôle Sud*, n° 13, p. 11-26.
- BRACONNIER Céline, 2010, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso éditions et Laboratoire d’études juridiques et politiques de l’Université de Cergy-Pontoise.
- BRIQUET Jean-Louis, 1994, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, n° 28, p. 16-26.
- BRIQUET Jean-Louis, 1999, « L’impératif du changement. Critique de la classe politique et renouvellement des parlementaires dans la crise italienne (1992-1994) », in OFFERLÉ Michel, dir., *La profession politique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Belin, p. 255-277.
- BRIQUET, Jean-Louis & SAWICKI, Frédéric, 1989, « L’analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche des lieux ? », *Politix*, n°7-8, p. 6-16.
- COLLET Anaïa, GILBERT Pierre & GIRARD Violaine, 2012, « Les territoires du vote », *Métropolitiques*, 11 avril 2012.

- COSTA Olivier & KERROUCHE Éric, 2017, « Le mandat parlementaire comme profession. Les manifestations de la profession locale des députés », in TOULEMONDE Gilles & CARTIER Emmanuel, dir., *Le parlement et le temps. Approche comparée*, Paris, Institut universitaire Varenne, p. 145-166.
- DAMGÉ, Mathilde, 2017, « À l'Assemblée, les députés LREM sont les plus éloignés de l'engagement associatif et syndical », *lemonde.fr*, 26 juin.
- DELLA PORTA Donatella, FERNANDEZ Joseba, KOUKI Hara & MOSCA Lorenzo, 2017, *Movement Parties Against Austerity*, Cambridge, Polity Press.
- DIAMANTI Ilvo, 2003, *Bianco, rosso, verde... e azzuro. Mappe e colori dell'Italia politica*, Bologne, Il Mulino.
- DOLEZ Bernard, FRETTEL Julien & LEFEBVRE Rémi, 2019, dir., *L'entreprise Macron*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- DOUILLET Anne-Cécile & ROBERT Cécile, 2007, « Les élus dans la fabrique de l'action publique locale », *Sciences de la société*, n° 71, p. 3-26.
- DUBASQUE François & KOCHER-MARBOEUF Éric dir., 2014, *Terres d'élections. Les dynamiques de l'ancrage politique, 1750-2009*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- EVANS Jocelyne, 2018, « La candidature de Macron et le mouvement En marche ! », in LAZAR Marc & BRIZZI Riccardo, dir., *La France d'Emmanuel Macron*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 83-101.
- FENNO, Richard Francis, Jr, 2017, *Congressional Travels. Places, Connections and Authenticity*, New York, Routledge.
- GAUDIN Jean-Pierre, 2007, *Gouverner par contrat*, Paris, Presses de Sciences Po.
- GAXIE Daniel & LEHINGUE Patrick, 1984, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, Presses universitaires de France.
- GENIEYS William, 2002, « Le leadership vu du territoire. Pour une sociologie de l'action politique des élus locaux », in SMITH Andrew & SORBETS Claude, dir., *Le leadership politique et le territoire. Les cadres d'analyse en débat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 205-227.
- GODMER Laurent, 2021, *Le travail électoral. Ethnographie d'une campagne à Paris*, Paris, L'Harmattan.
- GODMER Laurent & MARREL Guillaume, 2015, *La politique au quotidien. L'agenda et l'emploi du temps d'une femme politique*, Lyon, ENS Éditions.
- HUGHES, Everett Cherrington, 1962, « Good people and dirty work », *Social Problems*, été, vol. 10, n° 1, p. 3-11.
- JARDINAUD Manuel, 2018, « La République en marche ou la politique en kit », *mediapart.fr*, 28 octobre.
- LAGROYE Jacques, 1973, *Société et politique. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone.
- LE BART Christian, 2003, *Les maires. Sociologie d'un rôle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- LE BART Christian & LEFEBVRE Rémi, dir., 2005, *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

- LE LIDEC Patrick, 2008, « Les députés, leurs assistants et les usages du crédit collaborateurs. Une sociologie du travail politique », *Sociologie du travail*, n° 50, p. 147-168.
- LEFEBVRE Rémi, 2018, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 16, p. 21-30.
- LEFEBVRE Rémi, 2020a, « Municipales 2020 : La République en marche au défi de l’ancrage politique local », *Métropolitiques*, 6 février 2020.
- LEFEBVRE Rémi, 2020b, « Des partis en apesanteur sociale ? », in MARTINACHE Igor & SAWICKI Frédéric, dir., *La fin des partis ?*, Paris, Presses universitaires de France/La vie des idées, p. 53-70.
- LE MONDE, 2018, « Stanislas Guerini : “LRM doit devenir le maillon fort de la majorité” », 19 novembre.
- LETOURNEUR Guillaume, 2020, *S’engager au FN dans la « France des oubliés ». Sociologie d’un parti politique hors des métropoles : le Front national en Mayenne et dans l’Yonne (années 1980-années 2010)*, thèse de science politique, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.
- NAY Olivier, 2003, « La politique des bons offices. L’ élu, l’action publique et le territoire », in LAGROYE Jacques, dir., *La politisation*, Paris, Belin, p. 199-219.
- NEGRIER Emmanuel, 2001, « Municipales 2001. Les nouveaux fiefs », *Pôle Sud*, vol. 15, n°1, p. 109-117.
- NICOLAS Frédéric, VIGNON Sébastien & LAFERTÉ Gilles, 2019, « La fabrique (et le travail) du personnel politique rural », *Études rurales*, 2, n°204, p. 8-20.
- PINSON Gilles, 2009, *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PINSON Gilles, 2020, « Projet », in PASQUIER Romain, GUIGNER Sébastien & COLE Alistair, dir., *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 448-452.
- PRAT Pauline, 2008, « Le maire en action. Gouvernement urbain et production de politiques publiques. Michel Delebarre à Dunkerque », *Sociologie du travail*, n°50, p. 200-218.
- RENAHY Nicolas, 2010, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.
- RESCAN Manon, 2017, « La vie sans cumul : député cherche ancrage local », *Le Monde*, 27 décembre.
- RETIÈRE Jean-Noël, 2003, « Autour de l’autochtonie. Réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n°63, p. 121-143.
- ROUBAN Luc, 2017, « L’assemblée élue en 2017 et la crise de la représentation », *Note de l’Enquête électorale française 2017*, n°43, Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).
- SAWICKI Frédéric, 2018, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaître ? », in GAXIE Daniel & PELLETIER Willy, dir., *Que faire des partis politiques ?*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, p. 289-308.
- SMITH Andrew & SORBETS Claude, dir., 2003, *Le leadership politique et le territoire. Les cadres d’analyse en débat*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.